

DIALOGUES POUR UN INTERNET CITOYEN

27-29 SEPTEMBRE 2017

QUITO, ÉQUATEUR

UN NOUVEL HORIZON DE MOBILISATION POUR UN INTERNET CITOYEN



Auteur: François Soulard

Octobre 2017

INTRODUCTION

« *La lutte contre nos propres faiblesses (...) quelles que soient les difficultés créées par l'ennemi, cette lutte contre nous-mêmes est la plus difficile, tant pour le présent que pour l'avenir de nos peuples* »
Amilcar Cabral, La Havane, 1966.

« *Désormais, chacun est sentinelle de sa propre vie* »
Général San Martín, 1815.

Les *Dialogues pour un Internet citoyen* ont réuni en septembre 2017 près de 70 participants de tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que des invité(e)s venant de l'Inde, des États-Unis et d'Europe. Pensée dans la perspective du Forum Social d'Internet, cette rencontre s'est déroulée autour de trois axes thématiques et groupes de travail, faisant alterner des tables rondes et des plénières sur une durée de trois jours de dialogue. Les conclusions socialisées au cours de la réunion ont été publiées sur le site al.internetsocialforum.net.

Ce texte vise à fournir une lecture transversale des débats et des lignes directrices qui ont émergé de la rencontre. Plusieurs facteurs motivent cet effort: premièrement, la question d'Internet et sa relation complexe avec la société constituent un champ systémique et intersectoriel qui bouscule nombre de schémas d'analyse habituels. Par ailleurs, la rencontre, en tant que court et intense moment de communication et de réflexion, produit un « tout » qu'il est toujours difficile – voire impossible - d'embrasser. Dans ce sens, il est utile d'explorer plus largement les contenus du débat et de pratiquer un aller-retour entre les expériences particulières et les réflexions d'ensemble. Enfin, les dialogues misent justement sur une pensée participative et inclusive, moins encline aux postures avant-gardistes, spécialisées ou théoriques.

En somme, le défi est de penser en réseau en prenant appui sur la multiplicité des points de vue et des expériences. Ce texte ne se substitue pas aux éléments socialisés au cours du processus de la rencontre et postérieurement. Au contraire, il les intègre et tente de les relier. Sur le plan méthodologique, nous avons collecté les prises de note et les propositions de chaque espace de discussion (plénières et groupes de travail), pour ensuite les organiser au sein d'un logiciel de cartographie relationnelle dont le résultat est consultable en ligne sur www.desmodo.net/dialogos_citizens/ (le logiciel libre *Desmodo* utilisé pour la cartographie s'apparente à d'autres outils d'analyse qualitative assistée par ordinateur – famille des CAQDAS). Naturellement, le texte qui suit est inséparable de l'élaboration subjective et intellectuelle de son auteur.

I. UNE MOSAÏQUE D'IDÉES SUR FOND DE PAYSAGE STRATÉGIQUE

De la même manière qu'un marcheur s'avance dans un nouveau paysage, observant d'abord ses grandes lignes puis les éléments détaillés à mesure de sa progression, nous pouvons distinguer cinq axes émergents autour desquels s'organisent les constats et propositions débattus à Quito:

- **1. Réinterpréter Internet et mesurer son métabolisme:** Internet a changé de nature et continue à perturber profondément de multiples structures de la société. À tel point que nous sommes entrés dans une nouvelle ère du réseau, très différente de ses origines remontant aux alentours de 1993. Cela implique un effort d'observation critique, de mesure de son métabolisme et plus largement de renouvellement du cadre d'interprétation du cyberspace.
- **2. Projeter un nouvel horizon de mobilisation:** au-delà des éléments de supériorité technologique, il existe aujourd'hui une asymétrie narrative et idéologique qui penche en faveur des grands acteurs d'Internet. Cette asymétrie renvoie à la nécessité d'un nouvel horizon de lutte et de mobilisation pour les promoteurs d'un Internet ouvert et citoyen.
- **3. S'allier et articuler:** dans un espace de connectivité expansif et horizontal, les approches sectorielles, thématiques ou spécialisées d'Internet, même si elles restent nécessaires, ne sont pas appropriées pour produire un effort de compréhension et de réappropriation citoyenne. Des alliances multi-sectorielles ainsi que des ponts entre identités sociales et initiatives thématiques sont essentiels.
- **4. Consolider un acteur collectif:** promouvoir la construction d'un Internet citoyen implique un *acteur collectif* capable d'impulser un agenda de transformation. Cet acteur collectif n'est pas synonyme de création d'une institution formelle et délimitée, mais surtout d'une capacité à engager un processus, un agenda commun, un réseau décentralisée capable de combiner une unité de perspectives avec une diversité d'initiatives.
- **5. Approfondir de nouveaux paradigmes:** Internet est et demeurera un vecteur de perturbation de la citoyenneté, de structures sociopolitiques et de l'économie. Il est porteur d'un horizon émancipateur « post-capitaliste », mais il faut pour cela repenser certains cadres conceptuels et approfondir de nouveaux paradigmes, notamment dans le domaine de l'architecture de régulation des réseaux, de la conception même de la politique, des biens numériques et de la richesse.

Ces cinq axes, intimement liés entre eux, se dégagent dans le panorama général de la rencontre. Ils décrivent les différentes facettes d'une même perspective.

Il est important de noter que les dialogues ont été marqué, au sein de presque tous les espaces de débat et en particulier les premiers jours, par le besoin de caractériser la réalité et les transformations liées à l'évolution d'Internet. Pour les participants, le cheminement a en général consisté à d'abord se situer face à un contexte, socialiser les critiques, évaluer leur degré de consensus puis ensuite aller vers la formulation de propositions. Tous les éléments de diagnostic n'ont pas pu être inclus dans ce travail. En revanche, toutes les propositions sont incorporées à partir de ce que chaque groupe a produit collectivement selon la méthodologie définie par les organisateurs.

I. RÉINTERPRÉTER INTERNET ET MESURER SON MÉTABOLISME

L'une des positions les plus largement répétées dans les dialogues a trait aux avancées des acteurs publics et privés sur Internet au cours des dernières années. Alors que la décentralisation physique de l'accès au réseau continue de s'étendre, la tendance inverse en faveur de la concentration exponentielle des données et des services numériques engendre un phénomène sans précédent dans l'économie contemporaine: les sociétés Google et Facebook - bien que loin d'être présentes dans tous les pays de la planète - sont rapidement apparues comme un acteur central de la toile numérique et captent aujourd'hui la majeure partie des données produites. Environ 95 % des revenus publicitaires numériques au niveau mondial transitent par ces entreprises, ainsi que 50 % des flux d'accès aux sites d'information. Près de 90 % des utilisateurs du web, 3,5 milliards au total, gravitent autour des réseaux sociaux privés (au-delà de Facebook et Google). Le palmarès des 10 premières entreprises mondiales montrent que 6 de ces entreprises appartiennent au secteur de la communication et des nouvelles technologie, alors qu'elles étaient quasiment toutes des entreprises du secteur pétrolier il y a dix ans.

Mais au-delà de ces premiers chiffres qui permettent de se faire une idée de cette concentration, les débats nous montrent avant tout qu'il s'agit surtout pour les participants de comprendre les mécanismes et les impacts de la captation massive de certaines ressources numériques (données, algorithmes, plateformes et services), un peu comme s'il s'agissait de décompresser la densité et l'accélération des phénomènes qui s'entrelacent sur Internet. Sur le plan socioculturel, cette concentration corporative a comme corollaire la généralisation d'une

logique de contrôle, de marchandisation, de consumérisme, d'uniformité, voire de réification des sujets, toutes ces logiques se plaçant bien au-dessus de l'intérêt public, de la conscience citoyenne et des droits. D'autre part, la collecte et le traitement massif de données (*Big Data*) créent les conditions d'une nouvelle capacité émergente : celle de l'intelligence artificielle qui s'insère de manière croissante dans les activités sociales ou industrielles.

Le hiatus est devenu vertigineux entre les conditions requises par la démocratie et la voracité corporative. Si Internet concourt d'un côté à radicaliser la démocratie, sa concentration actuelle – dans laquelle entre également la dimension temporelle¹ - sabotent les processus de représentation, d'information et de participation. Sur le plan politique, cette monopolisation est pointée très souvent comme un vecteur de *transfert de souveraineté*, c'est-à-dire une délégation extraterritoriale de certaines prérogatives étatiques et des écosystèmes de données. Dans ce contexte, les alliances corpo-étatiques se sont érigées comme l'agencement institutionnel par excellence dans le cyberspace. Elles contribuent d'un côté à transnationaliser le pouvoir - notamment dans les secteurs pharmaceutique, agro-industriel et sécuritaire. De l'autre cette association crée la possibilité de surveillance massive des citoyens. « **Facebook est en train d'aspirer Internet** » comme le mentionne **Renata Mielli** lors de l'ouverture de la rencontre. Y compris son appellation tend à se confondre avec les monopoles comme l'a souligné le groupe thématique n°3, Facebook tendant quelquefois à devenir le nouveau nom de baptême d'Internet pour certains segments sociaux. Le réseau fournit par ailleurs un espace qui peut être utilisé par des acteurs offensifs (par exemple au Venezuela avec la **promotion de la violence chez les jeunes** par des groupuscules urbains).

Il est intéressant de voir comment la rencontre traduit en elle-même une « maïeutique » d'observation du cyberspace. En effet, comment décrire celui-ci en l'absence à l'heure actuelle de corps institutionnel ou de méthodologie standardisée pour en réaliser une « radiographie » rigoureuse? C'est la fonction par exemple que remplit le panel multilatéral sur le climat de l'IPCCC, fournissant une expertise scientifique reconnue au niveau international. Les débats de Quito indiquent que le double mouvement d'expansion et de concentration sur Internet n'est pas seulement analysé selon un angle technologique et géopolitique traditionnel. Les participants matérialisent bien l'hyperconcentration des ressources de la dimension logique et cognitive d'Internet et la décentralisation de sa dimension physique - loin d'être universel vu que **la moitié des habitants de la planète n'y a pas (ou peu) accès**. Mais ils pointent également les dynamiques perturbatrices et les propriétés nouvelles, reliées à d'autres variables socio-économiques, qui demeurent souvent invisibles ou occultées derrière le voile idéologique de l'innovation technologique.

A ce titre, les débats mettent sur la table **plusieurs menaces actuelles ou futures** susceptibles de modifier l'équilibre du réseau. La **centralisation des données entraîne de nouveaux risques systémiques de vulnérabilité et de sécurité**. Bien qu'il existe une pluralité de sources d'information liées à la marge de manœuvre véhiculée par Internet, on observe en contrepartie **un phénomène massif de désinformation et de saturation** invasive dans sa dimension cognitive. Par ailleurs, l'avancée de l'automatisation et des algorithmes pose un

1 L'accélération de la circulation de l'information sur Internet contribue indirectement à comprimer les cycles politiques et la formation de l'opinion publique.

certain nombre de questions non plus techniques mais bel et bien systémiques. Comment définir la responsabilité et les impacts potentiels de l'automatisation sur le plan juridique ou politique? Comment réguler la convergence entre biotechnologies, nanotechnologies, géoingénierie et la sphère numérique? Puis de proche en proche, comment dépasser les lois *antitrust* actuelles qui ne permettent plus de garantir le principe de libre-concurrence dans un espace qui exacerbe les monopoles de richesse? Quelles seront les conséquences de la dématérialisation croissante de la production et de l'automatisation dans l'organisation du travail et les besoins d'emploi? D'autres participants signalent les biais cognitifs créés sous l'influence du fétichisme des données et de l'intelligence artificielle. Tous ces points constituent des nœuds critiques dont certains n'ont pas pu être mentionnés lors de la rencontre - par exemple l'impact structurel des réseaux de distribution de contenu (CDN) sur la privatisation d'Internet a été peu mentionné. Néanmoins, on peut extraire des repères utiles afin de tracer les dynamiques qui se multiplient désormais dans le cyberspace et qui façonnent chemin faisant une nouvelle réalité.

Dans l'ensemble, on voit bien que chaque saut technologique ne peut pas être séparé des « effets disruptifs » - ce que les systémiciens appellent des boucles de rétroaction - créant ainsi de nouveaux risques potentiels, lesquels demeurent souvent à l'ombre du débat public et des efforts de conceptualisation. De nombreuses critiques sont énoncées dans les discussions, chose que l'on pouvait relativement prévoir vu le caractère de la rencontre. Mais au-delà d'une attitude de dénonciation, on peut aussi en déduire que l'angle d'entrée pour explorer le continent numérique est nécessairement un angle critique, radical et non complaisant à l'égard de la vision déterministe des technologies. Agir dans un domaine de grande opacité et qui plus est en constante évolution requiert une mobilité intellectuelle importante et une fonction de « sentinelle ». Dans ce cadre, le rôle des lanceurs d'alerte et des sites spécialisés (comme Wikileaks ou Epic.org) a été fortement souligné.

Ces commentaires nous permettent de visualiser un trait central dans le paysage que nous avons commencé à parcourir. On perçoit le sentiment d'avoir franchi un moment critique de l'histoire d'Internet, d'être désormais dans une nouvelle ère qui s'est installée beaucoup plus rapidement dans la réalité que dans les esprits, appelant ainsi de nouveaux cadres d'action et d'analyse. « Approfondir et complexifier le débat sur la compréhension d'Internet comme un artefact et une culture » fustige le groupe de travail n°1. Nous nous trouvons au « seuil d'un tournant historique par rapport à la reconfiguration des forces de travail » mentionne la participante indienne.

Formulés en termes comparatifs, si au début des années 1990 Internet portait l'espoir évident d'une démocratisation, cette horizon se reconfigure à présent au sein d'un imaginaire ambigu et incertain, contaminé par la soif de contrôle et de monopole. Si Internet est né à l'instar d'autres innovations en tant qu'espace relativement isolé et périphérique, il est aujourd'hui devenu le « système nerveux de l'époque » comme le souligne Sally Burch lors de l'ouverture des dialogues. Alors que jusque dans les années 2000 Internet pouvait fonctionner avec un nombre limité d'acteurs motivés par des intérêts homogènes, la concurrence exacerbée entre les grandes puissances et les intérêts commerciaux s'est maintenant installée au sein du cyberspace, reproduisant ainsi la nature anarchique de l'échiquier géopolitique.

Internet a traversé des étapes de croissance et a été en quelque sorte « reprogrammé » du point de vue de la diversité des acteurs en jeu, de ses logiques et de ses moteurs idéologiques. « Ce scénario ouvre un **nouveau débat sur Internet** » remarque le vice-ministre vénézuélien de la communication William Castillo. « **La culture et les idées sont abordées selon des concepts et structures souvent formattés par des intérêts mercantiles et non citoyens** » estime le groupe de travail n°1. On voit s'affirmer l'idée de la **nécessité d'élaborer un nouveau cadre d'interprétation** de l'espace électronique. Les groupes dénotent un manque de politisation, une absence de perception des intérêts en jeu, un certain fétichisme et une technicité qui font écho d'une certaine manière à d'autres difficultés à percevoir les transformations qui affectent la société. Tout cela contribue à sous-dimensionner le cyberspace comme un enjeu stratégique au niveau formel et à laisser *in fine* les acteurs les plus puissants tirer parti de leur marge de manœuvre.

Comment et sur quels terrains réinterpréter Internet? Il s'agit de travailler transversalement dans le champ de l'éthique, des conceptions culturelles jusqu'au domaine technique et scientifique comme l'affirment les participants. Il est en même temps nécessaire de sortir du débat instrumental et sectoriel, de reconnaître le réseau comme un « bien public » (même si cette dernière notion est en débat), de rechercher un usage conscient des technologies, de développer de nouvelles approches interdisciplinaires et de réviser certaines conceptions (données, sociabilité, propriété, souveraineté, politique...etc.). En second lieu, cela implique de caractériser plus finement les types de biens mobilisés sur Internet, leurs fonctions – notamment les fonctions sociales –, la nature des ressources. En somme, du fait de son épaisseur, de sa densité, de son amplitude et de ses propriétés émergentes, Internet a amplement débordé les premières définitions qui lui ont été attribuées (en tant que réseau de réseaux interopérables utilisant un ensemble de protocoles d'échange de données électroniques). Sa dimension primaire relève toujours d'une infrastructure de télécommunication. Mais le cyberspace constitue désormais un *commun global stratégique*, au même titre que l'atmosphère ou à la haute mer, qui installe une nouvelle grammaire relationnelle dans les sociétés.

Dans cette optique, de nombreuses voix aspirent à ramener la régulation d'Internet dans le domaine de la démocratie et de la souveraineté populaire. On peut rapprocher cette posture avec celles d'autres mouvements pour une « démocratie technique », qui mettent en avant l'encadrement démocratique des innovations scientifiques et technologiques. Cela implique de reconstruire une vision systémique, complexe, sociale et éthique des systèmes technologiques en lieu et place des approches déterministes et technocentristes.

Plusieurs propositions portent également sur la **déconstruction des notions naturalisées**. Le concept de souveraineté par exemple tend à être déplacé dans le champ de l'intérêt public et populaire, au-delà de la souveraineté associée traditionnellement à l'État. Les notions de « propriété », de « liberté » ou de « multi-acteur » sont vouées à être décolonisées. En définitive, un **nouveau glossaire** semble nécessaire.

Enfin, la rencontre a mis l'accent sur deux autres stratégies susceptibles d'appuyer l'effort de réinterprétation d'Internet. D'une part, former, communiquer et consolider une pédagogie. Il est question de « sortir du ghetto culturel », en étant conscient de la difficulté à faire comprendre ces questions au militantisme social et de créer des ponts avec d'autres vocabulaires politiques. La formation commence résolument à l'école à travers une alphabétisation numérique, à l'université (avec des approches transversales entre disciplines), dans les syndicats et les mouvements sociaux. Cette pédagogie, et la communication qui la sous-tend, est également essentielle dans les expériences de migration vers des systèmes informatiques souverains comme le rappelle Nicolás Laguna en Bolivie.

D'autre part, on voit s'affirmer la nécessité de mesurer et observer le cyberspace. Il s'agit par exemple de produire des analyses sur l'impact des technologies dans le monde du travail, de cartographier les relations de pouvoir, les acteurs impliqués et les politiques publiques. La demande de transparence des algorithmes et des organismes de renseignement² est également un autre champ qui concourt à l'idée de comprendre ce que mesurent les données (et pour quoi elles sont utilisées). Toutes ces propositions s'inscrivent dans une perspective de réduction de l'opacité et de méconnaissance vis-à-vis du métabolisme de l'espace électronique.

2. UN NOUVEL HORIZON DE MOBILISATION

« Nous nous éloignons de plus en plus de l'Internet citoyen » qui a vu le jour en 1993. Cette phrase synthétise sous un angle historique différentes visions soulignant que cet horizon utopique initial s'est érodé. « Internet n'est pas orienté pour le développement des peuples » souligne Julio Peña y Lillo lors du démarrage des dialogues de Quito. Nous avons vu plus haut comment le cyberspace a changé de nature, en raison notamment de l'entrée des grands acteurs économiques et industriels. Néanmoins, l'accent continue d'être mis sur le pouvoir émancipateur du réseau : Internet connecte, forme un commun transnational, renforce la collaboration et d'autres luttes sociales, démocratise (en même temps qu'il est instrumentalisé par le double mouvement de contrôle/monétisation dans le contexte corporatif actuel). Chaque fois que les négociations occultées de l'OMC ont été révélées, les mobilisations sociales ont réussi à influencer les accords comme le rappelle Sofia Scassera. Internet semble demeurer un espoir de moins grande portée mais un espoir réel pour une mondialisation plus juste.

De fait, de nombreux éléments socialisés à Quito ont trait à la valorisation des avancés et des luttes antérieures liées à la défense d'un Internet citoyen. Des expériences de politique de

2 Voir par exemple la campagne <http://www.iccsi.com.ar/campana-internacional-para-acceder-a-informacion-del-sistema-de-inteligencia/>

migration vers les logiciels libres, à la nationalisation des entreprises publiques de télécommunication, à l'éducation numérique ou les percées parlementaires et normatives, jusqu'aux diverses initiatives menées par la société civile, on voit s'exprimer la nécessité de cartographier et de se doter d'une conscience active de ces luttes. « Les alternatives existent et nous devons les utiliser en tant qu'usagers et citoyens » insiste la plénière du premier jour. Le rôle de cette prise de conscience se renforce d'autant plus face aux obstacles rencontrés dans la pratique comme le mentionne Francisco Silva: « très peu d'autorités comprennent les enjeux de la souveraineté technologique ou du logiciel libre. L'un des grands défis est le changement culturel ». « Les outils sans conscience » sont inefficaces suggère le groupe de travail n° 3. Dans le cas du mouvement MST au Brésil, l'idée de « s'opposer en expérimentant » est mise en avant. « Il s'agit de confronter les logiques du capitalisme non seulement dans le domaine idéologique, mais aussi d'intégrer les technologies de la communication en accord avec la mission et les objectifs du mouvement ». « Une politique de promotion du logiciel libre au sein de l'État est nécessaire mais pas suffisante », ajoute l'Agence l'agence bolivienne des technologies de l'information et de la communication.

Au-delà de l'asymétrie des capacités technologiques qui ont orienté la géométrie d'Internet jusqu'à nos jours, c'est l'importance du moteur idéologique et de l'imaginaire transformateur qui est mise en relief dans les débats. « Un fossé dans les connaissances s'est creusé en raison du manque de sens associé à l'utilisation d'Internet et de ses outils et du manque d'*empowerment* des citoyens ». « La discussion principale porte sur la manière de rendre l'Internet public » précise la première séance plénière. L'avancée de la logique marchande dans le cyberspace ne peut être dissociée d'un creux idéologique, c'est-à-dire d'une disposition idéologique à souscrire, passivement ou activement, à un modèle que certains analystes qualifient souvent de « néo-féodalisme » numérique. Ce creux idéologique a manifestement limité la promotion d'un autre agenda pour Internet. Certes, le réseau dispose en partie de sa propre fonction et orientation - condensée dans l'expression « le code est la loi » du juriste Lawrence Lessig. Mais peut-on dire pour autant qu'il véhicule en lui-même une idéologie ?

Or justement, quelles sont les idéologies développées par les acteurs dominants dans le cyberspace ? Bien qu'elles ne soient pas explicitement décrites dans les participants, on peut cependant tenter de les extrapoler à partir de ce qui est perceptible dans les échanges: pour les élites, il s'agit sans aucun doute de la recherche de productivité et de croissance économique, couplées à l'innovation technologique, à la soif de gain, de puissance et de contrôle. Pour la multitude connectée, on peut plutôt parler de consumérisme, d'une sorte de « religiosité » alliant liberté virtuelle, mobilité cognitive et nouvelles sociabilités. Il existe bien sûr beaucoup d'autres motivations reflétant la diversité des usages sur la toile. Mais retenons que l'arrangement idéologique dominant est fondé sur le couple croissance économique-consumérisme. Il est important de noter que c'est davantage la motivation que le contenu réel des idéologies qui s'avère déterminant.

Quels sont les arguments avancés pour confronter ce pôle de motivation dominant dans le cyberspace ? Les groupes de travail suggèrent unanimement qu'il n'y a pas d'orientation unique. Il est plutôt question de rechercher des stratégies plurielles, adaptées aux type

d'acteurs, **capables de combiner questionnement, construction narrative et idéologique**. L'idée d'adaptation consiste à ne pas s'opposer à l'innovation numérique, mais plutôt à absorber une partie des mutations qu'elle engendre tout en rejetant celles qui s'avèrent pathogènes ou dominatrices. « **La société doit s'approprier le concept d'e-gouvernement** » insiste Marcos Urupá. L'Agence bolivienne de technologies de l'information ajoute qu'elle « **a compris que l'État et la société devaient s'adapter au développement des TIC** ». L'idée de questionnement renvoie au fait d'interpeller le paradigme actuel et d'amener les débats sur un terrain plus structurel. « En quoi consisterait une proposition alternative pour la gouvernance d'Internet? ». « De quels outils avons-nous besoin pour construire une nouvelle communication? ». « Quelles actions pouvons-nous entreprendre face à la concentration? ». « Comment mobiliser le pouvoir des consommateurs? » énoncent les propositions du groupe de travail n°3. On voit s'exprimer la recherche d'un narratif mobilisateur.

La **construction narrative et idéologique** renvoie à l'idée que « la lutte pour Internet doit se définir comme une lutte en elle-même et gagner de la force » précise la panéliste indienne de la *Just Net Coalition*. Les propositions ne véhiculent pas un langage idéologique traditionnel, mais plutôt des éléments mixtes et élargis. Il est affirmé qu'un autre Internet est possible, que la mobilisation pour un espace commun global ne doit pas être abandonnée. « Pour un Internet fait pour et par les peuples, non par les entreprises ». Une « utilisation consciente des technologies » est encouragée, en associant « les **valeurs de solidarité, d'égalité et d'inclusion** ». L'effort consiste à poser des idées-forces susceptibles de mobiliser en faveur d'une « **réappropriation du monde numérique, avec un contenu idoine pouvant répondre aux identités et aux intérêts populaires** ». Ces narratifs doivent être faciles à saisir et faire sens commun. Le défi consiste à relier ces récits à d'autres dimensions politiques : les résistances territoriales, la reconstruction d'un nouveau cycle politique au niveau régional et l'intégration régionale, dont le reflux face aux forces conservatrices est mentionné à plusieurs reprises.

La perspective de promouvoir des campagnes citoyennes et l'élaboration d'une **Charte régionale ou universelle pour un Internet citoyen** sont deux lignes directrices qui cristallisent la réactivation des luttes dans le cyberspace. Plusieurs pistes de campagnes citoyennes sont avancées: principalement sur la non-prolifération des armes cybernétiques, la souveraineté des données, en passant par la sécurité numérique, la culture et les logiciels libres. Un autre élément mis en exergue concerne la solidarité avec les luttes pour la démocratisation de la communication. « N'oublions pas la lutte actuelle pour une communication démocratique, qui n'a pas été résolue avec Internet » souligne la dernière séance plénière. Comme nous le verrons plus loin, la mobilisation pour une réappropriation d'Internet ne fonctionne pas de manière autoréférentielle et déconnectée des autres défis politiques. Au contraire, ces luttes dépendent étroitement d'autres thématiques et il apparaît décisif de faire fructifier des alliances.

3. S'ALLIER ET ARTICULER

Un véritable « art de l'articulation » sous-tend les débats pour un Internet citoyen. Cette aspiration s'exprime d'abord sur le plan conceptuel. Comme nous l'avons vu plus haut, un effort de réinterprétation du cyberspace est nécessaire et celui-ci implique une plus grande habilité à relier entre eux les contextes nationaux, régionaux et mondiaux. Bien souvent, les groupes de travail ont tenté de situer les phénomènes plus globaux ou extérieurs au champ strict d'Internet, pour situer les impacts et les interrelations entre phénomènes. « Les défis mondiaux posent un défi qu'il est difficile de comprendre et d'organiser » souligne le dernier panel thématique.

À travers les multiples interventions, on voit que le cyberspace ne saurait être abordé en dehors du contexte de l'ordre géo-économique hérité de la Guerre froide, à l'issue duquel les États-Unis deviennent une hyperpuissance mondiale et déploient leur hégémonie dans l'espace électronique. Cette hégémonie est toujours en vigueur aujourd'hui, bien que d'autres puissances émergentes occupent un rôle croissant. Les débats mentionnent qu'une 4^{ème} révolution industrielle est en marche, avec des impacts systémiques sur toutes les branches industrielles et avec des phénomènes à la fois d'extension et de concentration des chaînes de production. Les dialogues de Quito ont mis fortement l'accent sur le projet actuel de l'OMC visant à centraliser les services électroniques (banques, télécommunications, données) dans le commerce international. Dans cette recherche de contextualisation, la réalité d'Internet ne peut être abordée également en dehors du déphasage de l'architecture de gouvernance mondiale devant la complexité des interdépendances. Des nouvelles formes de violence et de conflits sont aussi mentionnés à travers les cas de violence numérique ou la violence urbaine au Venezuela).

À l'échelle régionale, Internet est associé aux campagnes de déstabilisation médiatique et judiciaire des pouvoirs conservateurs. L'avancée en demi-teinte de l'intégration régionale est également mise sur la table. Elle est synonyme d'un ajournement des politiques de communication et d'infrastructure régionale. Enfin, Internet est également mis en lien avec les territoires et les gouvernements locaux, qui forment des territoires en résistance, c'est-à-dire en conflit direct avec les modèles extractivistes. Cependant, rien n'est simple au moment d'articuler toutes ces thématiques. Plusieurs tables rondes ont souligné cette difficulté de maïeutique et d'analyse. Comment établir la priorité de telle ou telle question sur une autre? Quels critères préférer pour telle ou telle articulation?

C'est cette faculté à replacer Internet dans son contexte de mobilisations et de transformations sociales qui se distingue des débats. Sur le plan de l'action collective, cela veut dire qu'un Internet citoyen est appelé à participer à d'autres luttes thématiques. « La gouvernance d'Internet par la société implique de comprendre le moment dans lequel se trouve les citoyens dans le développement du réseau » souligne William Castillo. « Sans un

Internet démocratique, pas d'inclusion ou de cohésion sociale » précise la table-ronde de clôture de la rencontre. On comprend que les alternatives qui se construisent dans la sphère numérique doivent être associées aux préoccupations citoyennes. Parmi les axes d'articulation évoqués dans les groupes de travail figurent: les luttes pour les droits en général, les institutions multilatérales (négociations de l'OMC), les gouvernements et les institutions démocratiques, le projet de traité contraignant pour les entreprises transnationales, les réseaux de communicants, les politiques de communication, les mouvements sociaux.

Dans le même lignée, il s'agit de bâtir de nouvelles alliances avec certaines questions et secteurs sociaux. Il est important « de renforcer l'articulation entre les alliés des gouvernements populaires » souligne le groupe de travail n°3. Il faut « générer une pédagogie vers d'autres secteurs sociaux », « sortir des institutions, se rendre dans les écoles » ou « identifier des acteurs au sein de l'État qui sont au fait des dangers et font pression sur leurs négociateurs ». L'accent mis sur les articulations montre qu'une partie du potentiel de transformation ne se situe pas strictement « à l'intérieur » du cyberspace, mais bien à l'intersection avec d'autres terrains politiques. Certes, Internet a son propre agenda de mobilisation à mener (démocratisation, déconcentration des ressources, transparence, souveraineté populaire, droits et universalité de l'accès... etc). Mais les conflits qui se déploient au niveau de ses « interfaces », en interaction avec d'autres transformations sociales, sont susceptible de renforcer cet agenda et de favoriser son enracinement dans le sens commun. Imaginons par exemple le potentiel qu'aurait une alliance mondiale de villes pour promouvoir des écosystèmes numériques libres et souverains (similaire à une Charte d'Aalborg ou aux engagements en faveur d'une transition énergétique et climatique).

En conclusion, comme dans tout système socio-technique, les actions de transformation pour un Internet démocratique doivent développer une double aptitude à contextualiser et à mettre en relation: relier les acteurs et les luttes, au-delà des logiques en « silos » et des démarcations traditionnelles. Si cela ajoute inévitablement une certaine complexité à la feuille de route, il faut néanmoins considérer qu'il s'agit d'un facteur de dépassement du modèle du marché dont l'une des faiblesses est précisément l'incapacité de plus en plus critique à gérer les relations (le coût de cette incapacité se mesurant en termes d'inégalités, de contradictions et d'externalités croissantes).

4. CONSOLIDER UN ACTEUR COLLECTIF

Quelles formes d'organisation habitent les imaginaires et les expériences concrètes au sein du cyberspace? Elles sont nombreuses au vu de la diversité des expériences: fora nationaux, coalitions, associations, communautés, réseaux, collectifs, campagnes citoyennes, initiatives techno-politiques... etc. Mais paradoxalement, peu de contributions dans les débats nous permettent de définir une forme particulière d'organisation pour promouvoir un Internet citoyen. Les imaginaires ne vont pas dans le sens d'une organisation formelle, délimitée par un intérieur et un extérieur, avec des entités affiliées et un corps dirigeant donnant le sens de l'action collective. Le groupe de travail n°3 indique qu'il est important de penser en terme « d'éthique individuelle et collective et de s'imaginer comme un sujet politique ». Sont principalement mis en avant des stratégies, des processus, des objectifs susceptibles d'alimenter un agenda, sans définir une hiérarchie précise entre eux et même si la rencontre a formulé plusieurs lignes d'action.

Dans les trois groupes de travail, on éprouve le « besoin de réfléchir à une force sociale organisée dans le domaine symbolique, politique et territorial », de « créer des réseaux, organiser des rencontres et promouvoir un apprentissage » dans le but de « favoriser les échanges, les flux d'information et l'analyse ». « Qui sommes-nous et comment nous organisons-nous? » évoque l'ultime séance plénière. Le Forum social d'Internet est certes considéré comme un espace pour connecter et agréger d'autres organisations. Mais les débats se projettent dans un cadre d'action collective qui va au-delà du forum. Le propos d'ensemble valorise plus la consolidation d'un processus collectif que la création d'une nouvelle organisation. Il s'agit en somme d'aller vers un acteur collectif, capable de relier la diversité des identités existantes, tout en mettant en avant un horizon de transformation autour de principes communs.

Quels sont ces principes et les processus susceptibles de soutenir cet acteur collectif? Les débats suggèrent cinq pistes: construire une intelligibilité, consolider une unité programmatique, influencer sur le débat public, animer des campagnes citoyennes et valoriser les expériences. Construire une intelligibilité renvoie à la mise en place de références communes et d'une analyse des évolutions d'Internet, à faire circuler une information stratégique pouvant élever le niveau d'intelligence collective. L'unité programmatique correspond à l'ADN même d'un Internet citoyen et de l'agenda de transformation. Tous les groupes de travail sans exceptions ont réaffirmé les principes fondamentaux pour un Internet neutre, décentralisé, ouvert, dotés de droits à la vie privée, encadré par des institutions et des mécanismes démocratiques, et mis au service de l'intérêt public et d'un projet de société inclusif et durable.

Influer sur le débat public renvoie à l'action d'agir ici et maintenant dans l'espace public pour générer un débat sur la souveraineté technologique et les cadres réglementaires

(gouvernance, statut et protection des données, droits). Les campagnes citoyennes quant à elles font écho à ce qui a été mentionné plus haut par rapport à la relance d'un agenda de mobilisation. Enfin, valoriser les expériences est un thème fortement plébiscité durant les dialogues. Il s'agit de tirer les leçons de l'action et d'accumuler les luttes en matière de souveraineté technologique. Au vu de l'insistance sur ce point, on perçoit également que l'action concrète est porteuse d'un plus grand potentiel de transformation et d'intelligence que la connaissance théorique ou spécialisée.

Deux autres dimensions vont dans le sens de cette idée de consolider un acteur collectif. Les réseaux communautaires et territoriaux d'une part, et la demande d'une infrastructure régionale d'autre part. L'accent mis sur ce niveau communautaire suggère qu'il s'agit d'un niveau privilégié pour impulser un agenda de transformation. Comme le rappelle la séance plénière initiale, les lois et les cadres de régulation, s'ils s'avèrent essentiels pour garantir les droits, sont loin d'être suffisant pour embrasser l'ampleur des transformations. Par ailleurs, l'action de l'État pose des limites structurelles pour garantir l'indépendance, la continuité dans le temps et le développement d'autonomie territoriale. En ce sens, le maillon communautaire dispose d'un potentiel pour combiner ces principes de décentralisation, d'organisation territoriale, d'autonomie citoyenne et de souveraineté. Autour de ce maillon communautaire, on constate également qu'il est plus facile de s'affranchir de la bipolarité marché-État, ni l'un ni l'autre étant exclu mais surtout repositionné.

Enfin, la perspective d'une infrastructure régionale va de pair avec la proposition précédente. Le niveau d'indépendance technologique se construit à différents niveaux, dont le niveau régional. L'exemple cité est celui du projet d'anneau de fibre optique de l'Union des Nations Sud-américaines (UNASUR). Les propositions vont dans le sens de « relancer les plaidoyers en faveur de granges de serveurs », de « promouvoir des projets d'investissement dans les infrastructures ». Le processus actuel de migration à l'adressage IPv6 pourrait être l'occasion d'un large débat public autour de la gouvernance et des ressources d'Internet. Il va de soi que tout cela implique des conditions politiques qui ne sont pas réunies actuellement au niveau régional et qui vont bien au-delà des prérogatives des acteurs civils. Néanmoins, il s'agit d'un horizon stratégique qui demande à être inclus dans l'agenda de transformation.

Pour conclure, précisons que ces propositions sur le plan organisationnel ne peuvent être dissociés d'une autre dimension fondamentale: celle de la détermination et de la volonté des participants à s'engager dans la dynamisation de cet acteur collectif.

5. APPROFONDIR DE NOUVEAUX PARADIGMES

Nous l'avons dit au début, les débats revendiquent l'impératif de s'adapter aux changements provoqués par l'onde de connectivité mondiale. Il s'agit d'un principe d'adaptation critique et « intelligente », qui vise en quelque sorte à filtrer ses effets négatifs et absorber ses transformations positives. Or ces transformations sont en partie des ruptures qui peuvent changer profondément les règles du jeu traditionnelles, en créant les bases de nouveaux paradigmes, notamment en ce qui concerne les biens communs dans un cadre habituellement limité à l'État et au marché. La plénière d'ouverture mentionne qu' « Internet habilite un ensemble de pratiques et de valeurs orientées vers la communauté pouvant **affaiblir l'impératif marchand** ». « Les échanges ne doivent pas simplement s'établir entre secteur public et secteur privé, mais aussi entre le secteur public et le secteur communautaire, dans un esprit de collaboration **allant au-delà de la logique de l'État et du marché** ». Deux groupes de travail mettent en exergue le questionnement des **modèles de production, d'échange, de consommation** opéré par la logique des réseaux.

Ces visions font écho notamment à ce que nous avons déjà mentionné sur le maillon communautaire. Elles ne sont pas synonymes d'un déni du rôle de l'État, d'ailleurs souvent mis en avant comme le seul garant de l'État de droit, ni d'une négation des acteurs privés. Elles portent surtout une interpellation pour sortir des arrangements institutionnels qui cimentent la tendance monopolistique actuelle. En effet, au-delà de la séparation formelle entre État et marché, ces derniers constituent dans la pratique un continuum informel dans lequel coïncident certaines conceptions, intérêts et groupes de pouvoir. S'associer avec les gouvernements populaires apparaît comme un levier pour développer un Internet citoyen. Mais les débats mentionnent à juste titre que cela ne suffit pas.

Une autre percée est liée à la création de **régimes appropriés pour la gouvernance des données numériques**. Le passage d'une situation de faible ou inexistante réglementation des données à de nouveaux cadres réglementaires capables de **limiter la voracité des acteurs privés** et de protéger cette ressource est une question transversale dans tous les groupes de travail. Il est proposé d'avancer vers un cadre régional pour la caractérisation des données, pour promouvoir une législation en faveur de la protection et la « reterritorialisation » des écosystèmes de données. Il s'agit en définitive d'engager plus fortement la puissance publique, mais d'autres éléments ajoutent une épaisseur différente aux propositions.

« La **nature des données doit être résignifiée et repolitisée** ». Il apparaît nécessaire de « définir quelles données doivent être **publiques ou ouvertes, et lesquelles doivent être considérées comme privées** ». D'une certaine manière, « les données sont une **unité de mesure des évolutions de la société** » ajoute le groupe de travail n°3. On peut voir que les données numériques, à l'instar d'autres biens économiques, relèvent d'une étape préalable de caractérisation qui est vouée à s'élargir pour incorporer de nouveaux modes de qualification, au-delà de leur typologie, de leur source ou leur forme de production. D'un côté, certaines

données peuvent être étatiques, publiques, individuelles et/ou ouvertes. De l'autre, en tant qu'unité d'information dont le coût de réplique est marginal, elles ne peuvent être dissociées, en tant que propriété émergente, des systèmes complexes desquelles elles sont extraites (consommation et production industrielles, sociabilités, politiques publiques, finances, santé, éducation, mobilité humaine... etc). De fait, la valeur des données dépend essentiellement de la capacité à être assemblées et à être interprétées a posteriori.

Comme le soulignent assez nettement les discussions, « les données représentent **une nouvelle matrice de richesse** » et constituent déjà l'« **or noir de l'ère numérique** ». On voit affleurer ici l'idée qu'un nouveau cadre de régulation est nécessaire au-delà des frontières public-privé et des formes de propriété traditionnelles. Rappelons ici que la stratégie des monopoles industriels consiste à extraire les données de leur contexte sociopolitique, à accroître leur capacité de collecte et à maintenir une approche instrumentale au niveau de la catégorisation conceptuelle et juridique des ressources. Vu sous cet angle, on peut comprendre l'importance d'élargir l'interprétation des données, abordées non plus seulement selon leur mode ou milieu de production, mais suivant leur **fonction sociétale**, leur contenu et leur caractère systémique. Cela peut habiliter un autre regard pour explorer des régimes de gouvernance aptes à gérer les données et d'autres ressources de l'espace numérique.

Une perspective comparable se dessine autour de la gouvernance d'Internet. Les débats mentionnent que celle-ci fait l'objet d'une sévère bataille, qu'il est nécessaire de « **reconnaître les apports et les limites du modèle multiacteur** » et de « **participer aux espaces de gouvernance avec plus de force et de revendications citoyennes** » au niveau national et mondial. D'un côté, ce modèle de gouvernance est fortement critiqué et perçu comme fonctionnel aux intérêts dominants. De l'autre part, il est valorisé en tant qu'expérience limitée mais novatrice en matière de gouvernance des réseaux, donnant naissance à des instances de débat au niveau national (comme dans le cas du Forum Internet au Brésil). Les débats plaident en faveur de « **modèles démocratiques approfondis** et plus participatifs, **remettant en cause les paradigmes dominants** ». Même si la rencontre de Quito n'a pas permis de pousser plus loin ces propositions, on voit qu'il ne s'agit pas de réclamer plus de pouvoir ou de participation dans les espaces de gouvernance existants. Il est aussi question de reformuler de façon critique et lucide le terrain sur lequel il a lieu.

Enfin, plusieurs propositions se regroupent autour de l'idée de **mettre Internet au service du renouveau de la politique et de la citoyenneté**. « Avancer des modèles de gouvernement ouvert qui ne fondent pas sur les technologies, mais plutôt sur le développement de **systèmes 'demos' pouvant repenser la participation citoyenne, la démocratie et l'organisation sociale**, en stimulant la participation citoyenne ». « Nous voulons un **commerce électronique qui favorise nos PME, l'économie populaire** et la solidarité » souligne le groupe de travail n°2. Dans le domaine de la sécurité, il s'agit de « passer d'une conception de la sécurité et de la vigilance à une **conception centrée sur la sécurité humaine** ».

En définitive, Internet crée des formes de renouveau de la participation citoyenne (les groupes citent par exemple la modalité de **wikilégislation**) ou des changements dans la structure production/distribution qui contribuent à radicaliser les pratiques démocratiques et modifient

les mécanismes de distribution de richesse. Ces formes sont aussi des moyens pour **mettre en évidence les creux du système dominant**. En continuité des axes décrits avant, il s'agit d'essayer ces nouveaux paradigmes que l'on pourrait qualifier de « post-capitalistes » ou « post-productivistes », plus aptes à exprimer les intérêts populaires et à garantir l'accès aux biens communs.